

PCF

Parti  
Communiste  
Français

# L'Humain d'abord

Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF  
Semaines du 10 au 23 septembre 2012 – n°106

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

## Fête de l'Humanité 2012, une fête pour le changement

Par Patrick Le Hyaric, directeur de l'Humanité

La prochaine Fête de l'Humanité se tiendra quatre mois seulement après qu'une majorité de notre peuple ait décidé de tourner la page du pouvoir sarkozyste. Elle va donc constituer un événement déterminant de débats et d'actions pour que la gauche réponde aux espoirs qui viennent de se lever.

En même temps, comme chaque année, elle va être un formidable espace d'art et de spectacles vivants, de concerts avec Patti Smith, New Order, Hubert-Félix Thiéfaine, Peter Doherty, Bénabar, Shaka Ponk et bien d'autres, de gastronomie, de sport, de théâtre, d'humour avec François Morel, d'actualité littéraire et philosophique où seront convoqués Rousseau, Victor Hugo, Marx, Aragon.

Sa préparation avec la diffusion du bon de soutien et sa tenue vont participer d'une dynamique populaire, sociale et culturelle, indispensable pour créer les conditions permettant au nouveau pouvoir de résister aux multiples pressions de la droite et de l'extrême-droite, du monde de la finance, des institutions européennes qui redoublent d'efforts pour accentuer l'austérité sur les peuples, pendant que les banques se gavent de la création monétaire de la Banque centrale européenne.

L'enjeu est décisif. Dans le prolongement des campagnes électorales présidentielles et législatives, la préparation de la Fête que nous entamons va être l'occasion de centaines de milliers de rencontres, de discussions sur les conditions de la réussite d'un changement progressiste.

La Fête elle-même sera marquée par de grands débats sur les questions posées à nos concitoyens : la nature des crises actuelles et les chemins pour en sortir ; le rejet de l'austérité comme moyen d'en sortir ; le travail comme un droit garanti pour toutes et tous ; la formation, l'éducation ; la recherche comme investissement prioritaire pour l'avenir ; les efforts à déployer pour impulser une solidarité des peuples et des forces progressistes européennes afin de transformer l'Europe ; les enjeux d'une métamorphose écologique de la planète ; les services publics comme patrimoine commun pour l'accès de tous à l'intégralité des biens publics.

La Fête sera le lieu de rendez-vous de tous les salariés et des élus qui agissent contre la désindustrialisation, pour la vie des territoires et pour une sécurisation du travail, se conjuguant avec la formation et la recherche, l'innovation.

Au sortir de cette longue séquence électorale, les participants à la Fête, les militants, débattront des causes de la crise démocratique, des moyens de faire reculer l'extrême-droite et des initiatives à déployer pour que le Front de Gauche franchisse une nouvelle étape de sa maturation afin d'être mieux perçu comme efficace et utile à la réussite du changement.

Une nouvelle fois, notre Fête sera celle de la solidarité internationale, avec tous les peuples en lutte pour leur liberté, pour leur émancipation. Les voix des peuples arabes comme celles de la jeunesse québécoise ou de différents pays européens, ou encore le combat des Palestiniens en quête de leur État, pourront s'y faire entendre pour construire de nouvelles solidarités.

Les forces progressistes s'y rencontreront pour débattre des chemins de la transformation sociale et écologique de la planète.

Nous y fêterons le cinquantième anniversaire de l'indépendance de l'Algérie, notamment à travers une belle exposition d'artistes contemporains et lien avec l'Institut du Monde Arabe, et aussi le trentième anniversaire, triste et effroyable, des massacres de Sabra et Chatila.

Plus que jamais, la Fête de l'Humanité va faire vivre l'aspiration à la justice, à la solidarité, à la fraternité et à un monde commun, sans armes et sans guerre, cheminant vers le progrès social et écologique.

Comme chaque année, les efforts militants pour diffuser le bon de soutien donnant droit à l'entrée de la Fête vont être le moyen de multiples dialogues, d'initiatives d'action ou festives pour la réussite des changements attendus.

De plus, les vignettes diffusées et payées au journal sont un moyen pour lui de faire face à ses besoins financiers. Ensemble, avec la Fête de l'Humanité, impulsons le mouvement pour une dynamique du changement à gauche.

Rendez-vous les 14, 15 et 16 septembre au parc départemental de la Courneuve pour une fête placée sous le signe de la résistance et de la conquête.

## Agenda

Réunion Indignés le lundi 18H30  
Réunions soutien aux Roms au nouveau campement le mardi 19h30 pique-nique ensemble sur le quai de Chavoire pour montrer notre détermination à utiliser ce quai illégalement privatisé par quelques-uns

L'Humanité Dimanche du 6 au 12 septembre 2012



14 au 16 septembre  
FETE DE L'HUMA

<http://www.humanite.fr/medias/lafete->

de-lhumanite-2012-une-fete-pour-le-changement-499188

Un car doit partir de Haute-Savoie vendredi vers 22H, retour lundi vers 5H. Prix : 80€, tout ou partie remboursés à qui participe au stand. Inscriptions et infos auprès de la fédé avant le 12 septembre.

18 septembre 20h salle Pierre Lamy Annecy, film de François Verlet suivi d'un débat : LA MARCHÉ DES GUEUX.

21 septembre 19H Repaire Là-bas si j'y suis au Dersim Meythet

Gaz et pétrole de schiste : alerte à l'intox ! Mobilisation 22 septembre à Aix les Bains 10h : rassemblement cinéma Victoria. 13h30 : rassemblement devant la mairie et défilé en ville. Le programme et toutes les infos : <http://tinyurl.com/Aix22Sept>

## L'agenda social oublié par le Président

Tout en prenant acte de l'impatience des Français qui après 10 ans de droite au pouvoir attendent une action gouvernementale à la hauteur des urgences et attentes sociales, le président de la République a fait un discours de la méthode qui au risque de se répéter sera très vite inopérant.

L'agenda qui fixe à deux ans "le rythme du redressement du pays" avant d'envisager "la construction d'une société de solidarités" semble remettre à plus tard le changement annoncé et surtout oublie complètement le changement social qui est bien à l'ordre du jour.

Ainsi, alors que c'est aujourd'hui qu'il faut un moratoire sur les plans de licenciements boursiers, et que les salariés menacés doivent sentir que le pouvoir est dans leur camp, ceux de PSA apprennent qu'ils seront "accompagnés" par l'État dans les plans de reconversion.

Au surplus, son silence absolu sur le Traité européen soumis à ratification alors qu'il n'a pas été renégocié d'une virgule est très préoccupant. Les Français ont droit à ce débat, ils ont le droit de décider.

L'austérité des comptes publics n'est pas la solution, elle est le problème. Et ce sont bien des ressources nouvelles qu'il faut dégager, à commencer par récupérer celles accaparées par les marchés.

Le PCF et le Front de gauche sont disponibles pour un tournant politique, celui de la justice sociale et de la relance économique et écologique.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF

## Exposition Camus : soutien à Benjamin Stora

Le lamentable feuillet de l'exposition Camus prévu dans le cadre de Marseille Provence 2013 capitale européenne de la culture vient de connaître en cette fin d'été un nouveau rebondissement qui confirme les craintes que j'avais exprimées dès juin dernier. C'est effectivement la personnalité du commissaire de l'exposition, Benjamin Stora qui était en cause puisque voici comme par miracle que le projet est à nouveau sur les rails mais avec Michel Onfray comme commissaire.

C'est une décision qui s'apparente à un acte de censure, une chasse aux sorcières poursuivie avec ténacité par la mairie d'Aix-en-Provence, principale partenaire de MP 2013 pour ce projet.

En effet, Benjamin Stora, après d'autres, est victime des forces occultes qui dans cette ville combattent avec acharnement tous ceux qui ont soutenu le peuple algérien dans son combat pour sa liberté et son indépendance.

D'ailleurs le maire d'Aix-en-Provence a décidé parallèlement d'interdire sur sa commune toutes les manifestations célébrant le 50e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie. Le remplacement de Benjamin Stora par Michel Onfray est un acte politique qu'il faut dénoncer. Je me félicite de l'attitude de la ministre de la Culture Aurélie Filippetti qui a retiré le financement et le logo du ministère pour cette exposition. Je regrette que la direction de MP 2013 ait accepté ce coup de force d'une droite qui confirme sa radicalisation et ses liens avec l'extrême droite en particulier en région Provence-Alpes-Côte-d'Azur. J'apporte mon soutien à Benjamin Stora dont la compétence et l'engagement nous manqueront terriblement pour célébrer Albert Camus qui avait raison d'écrire dans « La peste » que La "bêtise insiste toujours".

Alain HAYOT

Délégué national du PCF à la culture

Porte parole Front de gauche de l'art et de la culture

Présidentielle & législatives  
2012

Le programme  
du Front de  
GAUCHE

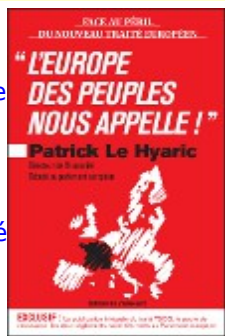
et de son candidat commun  
Jean-Luc Mélenchon

*L'humain  
d'abord*

**A lire**

**L'Humain d'abord,**  
programme du Front de  
Gauche. Demandez-le  
aux militants PCF : 2€.

Patrick Le Hyaric,  
directeur de L'Humanité  
et député européen,  
décode les menaces  
du nouveau traité  
européen.



## La commission européenne bloque une alternative concrète à l'austérité

Paris, le 7 septembre 2012

La commission européenne vient de refuser la proposition d'initiative citoyenne européenne visant la création d'une banque publique européenne dont je suis l'un des promoteurs, avec 6 autres personnalités européennes. Face aux politiques d'austérité et de toutes les mesures « de gestion de la crise », nous voulions porter l'idée d'une banque qui, contrairement aux banques privées qui spéculent au lieu d'investir dans l'économie réelle, ait pour mission de financer les services publics et des innovations industrielles écologiques et respectueuses des droits des salariés. Nous voulions au moyen d'une grande campagne dans laquelle nous récolterions 1 million de signatures de citoyens européens, favoriser l'intervention citoyenne dans le chemin vers une sortie de crise.

Le motif de ce refus est consternant: « la commission considère qu'il n'y a pas de base juridique dans les traités qui permettrait de présenter une proposition d'un acte juridique établissant un tel organisme ». Il y a au moins deux leçons à tirer de ce blocage de la commission. La première est que les dogmes sacrés qui guident les choix de l'UE et qui conduisent chaque jour un peu plus tous les peuples européens vers l'abîme, empêche toute proposition innovante au service des peuples. La refondation des objectifs de l'UE est plus que jamais nécessaire pour trouver des issues à la crise. La seconde est que le pouvoir des citoyens sur les décisions européennes reste à conquérir.

Il est inadmissible que le jour où la banque centrale européenne en décidant le rachat direct de titre de dette des États membres de la zone euro, reconnaît l'échec de ses choix antérieurs, la commission européenne décide de refuser la possibilité même d'une telle campagne. Avec le Parti de la gauche européenne et l'ensemble des forces politiques, sociales et syndicales qui cherchent une réelle issue à la crise, je continuerai par d'autres moyens à promouvoir une autre conception de l'Europe, au service des citoyennes et citoyens.

Pierre Laurent, président du Parti de la gauche européenne

Secrétaire national du PCF.

HORS-SÉRIE  
**L'Humanité**  
LE JOURNAL FONDE PAR JEAN JAURES

14.15.16  
SEPTEMBRE 2012  
LA COURNEUVE

AVEC CE NUMÉRO  
LA VIGNETTE D'ENTRÉE  
À LA FÊTE DE L'HUMANITÉ

**FÊTE DE  
L'Humanité**

PARC DÉPARTEMENTAL GEORGES-VALBON - LA COURNEUVE

NEW ORDER / PATTI SMITH / HUBERT-FÉLIX THIEFÂINE  
SHAKA PONK / PETER DOHERTY / DUB INC. / BENABAR / BB BRUNES  
PAROV STELAR / ZOUFFRIS MARACAS / DANIEL DARC / MUSTANG / FRANÇOIS MOREL  
CAUBÈRE / ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE / RICHARD BOHRINGER ET LA CIE LUBAT  
SEB MARTEL / KABAL / RODOLPHE BURGER / ORCHESTRE SYMPHONIQUE DIVERTIMENTO  
MICHEL PORTAL / JEAN-MARC PADOVANI / EMMANUEL BEX...

NAVETTE(BUS) : A PARTIR DU NER DE LE BOURGET  
N°1 LIGNE 7 ET TRANSPORT FL AVIS LA COURNEUVE & N°42  
BILLETTS : WWW.L'HUMANITE.FR / WWW.FHAC.COM / 09 00 00 00 22 00 00 00  
ET POINTS DE VENTE HABITUELS :  
RÉSEAUX AGRÉÉS FRANCE BILLET, TICKETNET ET DORTOIX

21€ les 3 JOURS  
MOINS de 15 ans GRATUIT

L'Humanité.fr

L'Humanité

## Tarif progressif de l'énergie : un pas de plus vers la casse du service public de l'électricité et du gaz?

Prétexter la mise en place d'un tarif progressif pour lutter contre la précarité énergétique est un leurre. Celui présenté n'a aucun objectif social. D'ailleurs, la tranche minimale concernera l'ensemble des consommateurs, les riches comme les pauvres. C'est un projet dangereux car il cantonne les plus pauvres au minimum vital. La facture s'alourdirait dès lors que la puissance souscrite serait dépassée ; c'est donc la restriction par l'argent. Alors qu'il est possible de faire autrement à l'exemple de la proposition de loi des parlementaires communistes et du Parti de gauche instituant un dispositif national de solidarité visant à garantir de manière préventive et simple l'accès au droit fondamental à l'eau.

Si nous partageons l'idée de faire attention aux dépenses d'énergie, nous sommes persuadés que le premier chantier à régler est celui de la rénovation thermique, premières sources d'économies d'énergie possibles. Il est donc nécessaire de donner à tous les moyens pour réaliser les travaux de rénovation thermique et de performance énergétique. Ce sont le plus souvent les familles modestes qui occupent des passoires thermiques et ce sont encore ces mêmes familles qui possèdent des équipements électriques à moindre performance énergétique car moins chers à l'achat.

Concernant l'électricité, il existe 8 millions de personnes en précarité énergétique, c'est-à-dire que leurs dépenses énergétiques sont supérieures à 10 % de leurs revenus. Aussi, nous partageons l'idée que le Tarif de première nécessité (TPN) et le Tarif social solidarité (TSS) soient élargis à tous les minima sociaux. Par contre, vouloir réduire son financement à travers la seule Contribution du service public de l'électricité (CSPE) ne nous convient pas : celle-ci est essentiellement financée par l'ensemble des consommateurs via leur facture, y compris par ceux qui bénéficient des tarifs sociaux, alors que les gros consommateurs professionnels en sont exonérés. Il est nécessaire d'avoir une réflexion plus approfondie sur le financement des mesures sociales et plus largement sur l'ensemble des taxes qui composent les factures. Pour la seule CSPE, c'est 133% d'augmentation en 18 mois, mais seulement 2% de son volume sert au soutien des plus démunis !

Le chantier de la tarification progressive est vaste et il mérite fortement que le gouvernement l'inscrive dans le débat énergétique qui s'ouvrira à partir de la conférence environnementale des 14 et 15 septembre prochain. Le Parti Communiste rappelle ses propositions essentielles :

- Interdiction des coupures pour cause de précarité énergétique en hiver comme en été.
- Mise en place d'une commission pluraliste (élus, salariés, usagers, entreprises, organisations syndicales, associations, partis politiques) pour fixer en toute transparence les tarifs du gaz et de l'électricité.
- Gel des tarifs le temps de la révision de la formule tarifaire : décision que peut prendre le Premier ministre.
- Garantir un vrai service public de l'énergie avec une égalité de traitement et un accès pour tous à une énergie la moins chère possible sur tout le territoire français.

## Sédentaires, les roms ont besoin d'un logement

28 août 2012

Quelques jours après les annonces gouvernementales, reçues favorablement tant par la gauche que par Bruxelles, quant à l'accueil des roms dans notre pays, le démantèlement d'un camp de roms à Évry (91) hier a bouleversé tous les démocrates. En particulier, les 4 millions d'électeurs du Front de gauche qui ont contribué par leur voix à la victoire de François Hollande.

Les conditions de vie inacceptables dans les camps ne peuvent conduire à jeter à la rue des enfants, des femmes et des personnes âgées. Les hébergements d'urgence pour une durée de quelques jours ne peuvent que rendre les possibilités de logement un peu plus précaires, entraînant pour beaucoup d'entre eux la perte de leur emploi et même l'accès à la scolarisation, et renvoyant ces populations à la mendicité.

Le PCF regrette que le gouvernement n'ait pas eu le souci des conséquences de cette expulsion, sur les conditions de vie de ces hommes et ces femmes.

Être de gauche c'est se battre pour offrir les solutions. Les roms sont sédentaires et comme nombre de nos compatriotes, ils ont besoins d'un logement. Face à la crise du logement que connaît notre pays il n'y a d'autres solutions durable que d'envisager un véritable plan Marshall de construction de logement sociaux.

À court terme il faut mettre en place un dispositif engageant l'état et les collectivités territoriales dans un esprit responsable et solidaire.

D'ores et déjà, des villes et des départements ont engagé des expériences porteuses d'avenir et d'espoir. Il faut en prendre la mesure et lancer une réflexion nationale et départementales s'appuyant sur ces expériences.

L'organisation de tables rondes nationale et départementales associant représentants du gouvernement, élus des collectivités territoriales et associations qui agissent auprès des familles dévient après les événements d'aujourd'hui le geste que doit produire le gouvernement Ayrault. Avant toute nouvelle initiative du ministre Valls, il faut imposer un moratoire sur les expulsions.

## Bernard Arnault : "une lâche trahison"

Le patron de l'empire du luxe LVMH, Bernard Arnault, première fortune de France et d'Europe et quatrième fortune mondiale, veut quitter la France. Il a peur des conséquences d'une réforme fiscale touchant les plus hauts revenus... Lui qui a pleuré dans les jupes du Premier ministre sur le "projet de taxation à 75%", qui se révèle bien en deçà des annonces du candidat Hollande, a entamé une démarche officielle pour obtenir la nationalité belge. Cette lâche désertion fiscale est bien misérable. En 1981, il avait choisi les États-Unis pour 3 ans : monsieur Arnault est donc coutumier du fait.

Proche de Nicolas Sarkozy et pape de l'ultralibéralisme, il prouve s'il en était encore besoin que le capital et le profit n'ont pas de patrie. Seul compte son intérêt personnel et non la sempiternelle "compétitivité" des entreprises françaises, principal prétexte patronal aux blocages de salaires, licenciements boursiers et casse des droits sociaux. La fuite fiscale, ne l'oublions pas, a toujours fait la réussite de LVMH. Il est temps de sanctionner ce type de comportements qui coûte à la France de 80 à 100 milliards d'euros par an, d'après la commission sénatoriale ad hoc qui a rendu son rapport en juillet.

Voilà où sont l'intérêt et l'enjeu de la compétitivité de nos entreprises : il faut mettre hors d'état de nuire des dirigeants irresponsables et cupides.



Haute-Savoie

8 rue Antoine Berthod

74960 Meythet

☎ 04.50.22.33.00

📠 04.50.22.79.16

e-mail : 74pcf@free.fr

## Communiqué

de **Gilles Ravache**, secrétaire départemental du PCF, conseiller régional

Le journal télévisé de France 2 de ce mardi à 20h a donné la parole à Yves Bontaz en relayant ainsi l'édition du Figaro du même jour.

Ce dernier a confirmé son intention d'installer une usine au Maroc plutôt qu'à Marnaz, selon lui en raison de l'arrivée du PS au pouvoir en France. Pourtant l'affairiste Yves Bontaz n'a pas attendu 2012 pour délocaliser. Il est déjà propriétaire d'usines en Tchéquie, en Chine, en Tunisie, et même d'un hôtel de luxe aux Antilles acquis sans déboursier un euro grâce à une niche fiscale comme il s'en vante dans le film « ma mondialisation » de Gilles Perret.

Yves Bontaz révèle une fois de plus sa vulgarité mais surtout l'indifférence du patronat pour l'intérêt général. Il n'a que mépris pour la vallée de l'Arve qui a fait sa fortune. Puisque le gouvernement ne lui plaît pas la vallée de l'Arve peut aller se faire ... voir. On a déjà connu cela avec le « plutôt Hitler que le Front populaire » des années trente.

Yves Bontaz déclare non seulement l'indifférence, mais surtout la démission de la partie la plus rétrograde du patronat pour le développement industriel de la Haute-Savoie et de la France. Membre de l'UMP ses propos illustrent le positionnement de la droite dont les leaders locaux se sont bien gardés de le désavouer.

L'avertissement pour la gauche est clair, le patronat et la droite sont mobilisés pour faire échouer toute politique de progrès social, de progrès environnemental ou de progrès démocratique. Raison de plus pour le faire sans rechercher vainement le consensus avec eux !

Anancy le 4 septembre 2012

### La taxe à 75% ne doit pas être vidée de sa substance

Selon la presse, la proposition phare de la campagne de François Hollande pour taxer les richesses subirait un sérieux coup de grisou. Le taux de 75% devrait comprendre la CSG et la CRDS (soit 8%) ce qui équivaut à un taux à 67%. Un couple devra gagner plus de 2 millions d'euros par an pour être concerné. Les revenus du travail seraient les seuls concernés et la taxe ne vaudrait a priori que pour deux ans. Ce renoncement s'il était vérifié, serait une très mauvaise surprise. Non content que cette taxe ainsi transformée ne rapporte plus grand-chose aux recettes de l'État, elle envoie un signe désastreux à l'électorat de gauche qui se retrouverait « Gros-Jean comme devant ».

Non seulement la taxe à 75% ne doit pas être vidée de sa substance mais de nouvelles tranches d'impôts entre 45% et 75% doivent être créées comme l'a proposé le Front de gauche. Pour être juste, l'impôt sur le revenu doit redevenir progressif et faire contribuer les hauts revenus comme les revenus financiers. Une réforme fiscale d'ampleur doit être votée dès cet automne.

### Traité européen : Le Pen, telle un coucou, veut parasiter le nid de ses adversaires

A l'appel du Front de gauche et d'acteurs du mouvement social, la mobilisation contre le Traité européen, pour une Europe de la solidarité et contre l'austérité, prend de l'ampleur. Cela gêne Marine Le Pen qui a choisi pour sa rentrée, telle un coucou, de parasiter le nid de ses adversaires. La voilà donc qui réclame un référendum mais pour demander de dissoudre la zone euro, autrement dit de remplacer la catastrophe de l'austérité généralisée par une autre catastrophe plus grande encore.

Personne n'est dupe. Les habituels discours de division des salariés européens qui opposent les peuples les uns aux autres ne sont pas les nôtres. Ils servent surtout de repoussoir idéal en faveur du camp qui veut l'adoption du traité Sarkozy/Merkel et ce, sans que les Français puissent donner leur avis.

Le Front de gauche ne tombera pas dans ce piège grossier. Face à la campagne égoïste du FN, nous portons face à l'Europe de l'austérité, le projet d'une Europe solidaire unissant les Italiens, les Grecs, les Espagnols victimes de l'austérité érigée en dogme par les promoteurs de ce traité.

Le Front de gauche, en lançant sa campagne, en mobilisant pour une grande manifestation fin septembre contre ce traité et pour la consultation des Français, veut promouvoir et refonder cette Europe. En somme, tout le contraire du discours du FN.

### DÉBOUSSOLANT

## Quand Chérèque reprend l'air du MEDEF

**Emploi.** Dans une interview pleine page au « Journal du dimanche » (2 septembre), François Chérèque, secrétaire général de la CFDT, invite le gouvernement à « accélérer » son action face à l'explosion du chômage. Jusque-là, tout va bien. Mais les



REUTERS / JULIEN MUGUET

comme exemple de réussite de la formule, a perdu la moitié de ses effectifs en 5 ans. Si l'on raisonne plus globalement, le travail est-il si grassement rémunéré en France ? Dans l'industrie, secteur le plus soumis à la concurrence internationale,

choses se gâtent ! Le numéro 1 de la CFDT appelle les « partenaires sociaux » – entendez syndicats et patronats – à négocier rapidement sur « les accords de sauvegarde de l'emploi ». Et affirme : « Le coût du travail est aussi un facteur de perte de compétitivité. Il faut le baisser en transférant une partie des charges (les cotisations sociales – NDLR) sur la CSG sans toucher au pouvoir d'achat. » Les mots et les recettes du MEDEF. Mais après tout, si ça marchait ? S'il fallait faire des sacrifices pour garder les emplois ? De Continental Clairoux, rayé de la carte en 2009, à General Motors Strasbourg, mis en vente, l'expérience montre que c'est rarement le cas. Bosch Vénissieux, toujours cité

il l'est au même tarif qu'en Allemagne – le « modèle » – pour une productivité légèrement supérieure (33,16 euros de l'heure, cotisations et impôts compris contre 33,37 euros outre-Rhin). Dans les services certes, l'Allemagne a pratiqué un véritable dumping social. Pour un beau résultat : 20 % de travailleurs pauvres. Et une consommation intérieure en berne qui commence à poser problème alors que les autres pays européens, principaux débouchés des exportations allemandes, sont minés par les politiques d'austérité et de soi-disant compétitivité. Européen convaincu, François Chérèque prône des mesures pas très coopératives qui mènent à la récession et à la régression sociale.

# École : ce qui doit changer, maintenant !

Avec la défaite de Nicolas Sarkozy, l'état s'est un peu desserré autour de l'école. Il est urgent de changer de politique, les Français l'ont voulu. Pour la première fois, la gauche est majoritaire à l'Assemblée et au Sénat, on peut donc enfin en finir avec les politiques libérales.

## L'urgence : en finir avec la pénurie !

1000 postes de plus dans le primaire, 300 dans le secondaire ne suffiront pas à réparer les dégâts causés par des années de suppressions de postes. Il faut en finir avec la pénurie. Nos enfants ne peuvent pas attendre !

**Dès maintenant, il faut :**

- recréer les 2500 postes de **RASED** supprimés pour lutter contre l'échec scolaire.
- **relancer la formation des enseignants et des personnels** : rétablir l'**année de stage à mi-temps** et mettre en place dès la rentrée prochaine le **pré-recrutement** des futurs enseignants.
- **rétablir les postes supprimés** dans la dernière vague, sous statut de la fonction publique d'État. Le rattrapage des suppressions des années précédentes devra se faire au cours des rentrées prochaines. Priorité aux REP, aux zones rurales, et aux lycées professionnels, qui ont été les plus touchés.
- **Interdire toute demande de contribution financière des familles** aux frais de scolarité (sorties, etc.), pour une école vraiment gratuite.

Pour cela, la France doit se donner les moyens d'une politique de progrès pour l'éducation. **Nous n'accepterons pas que ces moyens soient prélevés sur un budget de l'État constant, au détriment des autres services publics** (santé, justice,...).

**Il faut donc créer des ressources nouvelles, en réformant la fiscalité pour prendre l'argent là où il est, dans les poches des financiers et des plus riches, pas des salariés.**

La France doit réclamer la création d'un **fonds européen solidaire**, à gestion démocratique et abondé directement par la Banque centrale européenne, institution publique, pour financer les services publics de façon solidaire, partout en Europe.

**Pacte budgétaire européen :**

**REFUSONS**

**L'AUSTÉRITÉ !**

Le pacte budgétaire signé par N. Sarkozy et A. Merkel veut nous imposer l'austérité à perpétuité.

Pourtant l'expérience montre que cette orientation n'a fait qu'enfoncer les pays européens dans la crise et les peuples dans la souffrance.

N. Sarkozy battu, son traité ne doit pas être appliqué. François Hollande n'a pas été élu pour poursuivre la même politique !

Signez la pétition :  
<http://www.pcf.fr/27457>

Retrouvez nos propositions sur internet :  
[www.pcf.fr](http://www.pcf.fr)  
<http://reseau-ecole.pcf.fr>



# Construire l'école de l'égalité

## Pas de CONCURRENCE à l'école

*Il faut en finir avec la concurrence entre les établissements, les territoires et les familles. Il est temps de reconstruire un service public national d'éducation, assurant le même accès à l'éducation pour tous, partout.*

- Abrogation de toutes les mesures d'autonomie, génératrices d'inégalités.
- Une nouvelle carte scolaire, pour en finir avec la concurrence entre les familles et la ségrégation sociale.
- Coup d'arrêt à la précarité et renforcement du statut des personnels d'éducation, garantie de la liberté pédagogique et de l'égalité de qualité du service public sur tout le territoire.

## Une loi pour l'école de l'égalité !

À quoi sert l'école ? Comment l'école publique peut-elle devenir vraiment l'école de tous ?

Il est temps de construire une école au service de la réussite de tous et de l'émancipation, donnant à tous les futurs citoyens les moyens de maîtriser les choix individuels et collectifs auxquels ils seront confrontés dans leur vie d'adulte.

**L'école a besoin d'une nouvelle loi d'orientation et de programmation, en rupture avec les politiques libérales. Écrivons-la ensemble !**

Rejoignez la campagne pour l'école de l'égalité :

enseignement@pcf.fr  
<http://www.loisurlecole.org>

## En finir avec la sélection sociale

*Tous les enfants sont capables d'apprendre : à nous de construire l'école qui leur en donnera les moyens ! La sélection et l'orientation précoces reproduisent et aggravent les inégalités sociales.*

- Droit à l'école dès 2 ans pour les familles qui le souhaitent. Scolarité obligatoire à 3 ans pour obliger l'État à accueillir tous les enfants dans de bonnes conditions.
- Les mêmes programmes pour tous jusqu'à la fin du collège.
- Revenir sur la réforme du lycée, la prolifération des options et l'individualisation des parcours. Revaloriser les filières professionnelles et technologiques, pour que les enseignements des trois filières du lycée soient d'égalité.

## Plus d'école pour tous !

*Le service public d'éducation nationale doit prendre en charge tous les apprentissages nécessaires pour réussir à l'école : il faut en finir avec la délégation aux familles, aux collectivités locales ou aux cours privés.*

*Diminuer le temps passé à l'école, c'est aggraver les inégalités entre ceux qui pourront bénéficier de cours ou d'activités après l'école et les autres. Au contraire, pour apprendre à tous des savoirs plus complexes, il faut du temps.*

- Allongement de la scolarité obligatoire de 3 à 18 ans.
- Refonder les programmes et les pratiques pédagogiques sur le modèle de l'enfant qui n'a que l'école pour accéder à la culture scolaire.
- Refonder la formation des enseignants.

**Fête de l'Humanité**  
**les 14, 15 et 16 septembre**  
3 jours de débats et de spectacles  
Renseignements et bons d'entrée à :  
[http://www.humanite.fr/fete\\_huma/](http://www.humanite.fr/fete_huma/)  
ou auprès des militants du pcf